



Union des Finanzpersonals  
in Europa

---

Aux fédérations affiliées  
à l'UFE

Berlin, le 14 septembre 2011

### **Information N° 7/2011**

- 1. Comité douanier et fiscal les 20 et 21 décembre 2011 dans les locaux du comité économique et social européen à Bruxelles**
- 2. Rapport des collègues grecs concernant les évolutions au sein du service public en Grèce**

Chers collègues,

1.

Nous souhaitons vous informer par avance qu'une réunion du comité douanier de l'UFE est prévue pour le 20 décembre 2011 et une réunion du comité fiscal de l'UFE pour le 21 décembre 2011 dans les locaux du comité économique et social européen. Les réunions débuteront à 10.00 heures et se termineront au plus tard à 18.00 heures.

L'interprétariat sera assuré en anglais, allemand et français, activement et passivement.

Il est prévu que les participants des réunions respectives arrivent à Bruxelles la veille. Cette fois, nous allons déroger au principe des statuts de l'UFE sur les frais de déplacement, stipulant que les frais de déplacement ne sont pas remboursés pour des réunions séparées du comité douanier et du comité fiscal.

Il est prévu que les frais de déplacement, 1 nuitée comprise, seront pris en charge pour respectivement 1 représentant par syndicat affilié.

Nous vous informerons des détails dès que nous aurons reçu la confirmation officielle du Président du groupe III du comité économique et social.

2.

Nous avons joint en annexe un rapport de nos collègues grecs en anglais, allemand et français, consacré aux mesures d'austérité en Grèce, qui concernent en particulier le service public.

Avec l'expression de mes sentiments collégiaux les meilleurs



Rafael Zender  
Secrétaire général de l'UFE

Il est incontestable que le dilemme politique posé par le « mémorandum de retard » est de moins en moins à l'ordre du jour. L'époque des assertions politiques arrogantes, qui prétendaient que la politique fiscale appliquée serait l'unique solution possible pour résoudre la crise, est maintenant révolue. Il en va de même pour ceux qui s'opposaient aux économies et mettaient en garde contre une éventuelle récession, qui étaient confrontés aux calomnies et aux insultes.

Les résultats de cette politique de rigueur extrême prouvent que la « recette » proposée par la troïka ainsi que le mémorandum ne garantissent nullement une issue à la crise. Au contraire, l'économie sombrera durablement dans une sévère récession.

Les récentes manifestations en Grèce ont confirmé que la contestation ne se limite pas aux différents groupes professionnels concernés mais qu'un large mouvement de contestation, hostile au mémorandum, s'est maintenant formé.

Il est incontestable qu'officieusement, le gouvernement a transféré aux prêteurs la responsabilité pour l'exercice de la politique financière. Le gouvernement se contente d'appliquer la politique imposée par la troïka. Même la façon de traiter l'opinion publique est « importée ». Le dilemme du chantage dû à la pression du « mémorandum de retard », qui a quasiment bloqué l'économie grecque, n'est rien d'autre qu'une variante de la thérapie de choc que le FMI a déjà imposé à d'autres Etats.

Il ne fait aucun doute qu'il faut supprimer le modèle politique ruineux d'un Etat gaspilleur, galvaudé et irrationnel et qu'il convient maintenant de mettre en place un modèle de croissance sain et productif. Mais le gouvernement profite de l'état de choc dans lequel se trouve la société face à la situation dramatique actuelle. Sur ordre de la troïka, le gouvernement a imposé à la société un soi-disant « traitement », qui contribue en fait à aggraver la situation au lieu de l'améliorer et qui occasionnera ainsi un désastre financier et social au lieu de mener à nouveau le pays sur la voie de la croissance.

Ce qui est particulièrement important est que la société et les salariés sont appelés à faire face à un afflux encore jamais vu d'impôts et d'autres mesures d'austérité.

En étudiant le mémorandum de plus près, on trouve de nombreuses mesures dirigées principalement contre les salariés et d'autres groupes sociaux. Ces mesures sont les suivantes :

## 1. FONCTIONNAIRES

Coupes significatives dans les salaires nominaux et les primes, réductions des crédits d'impôt, suppression de réductions fiscales et d'abattements fiscaux, redevances spécifiques en fonction des revenus.

## 2. EMPLOYES DU SECTEUR PUBLIC AVEC DES C.D.D.

En 2010, 29.500 personnes ont perdu leur emploi.

## 3. EMPLOYES D'ENTREPRISES DU SECTEUR PUBLIC

Coupes salariales et suppression d'abattements fiscaux, transferts de salariés dans d'autres services pour assumer d'autres prestations.

## 4. CHOMEURS

Augmentation du nombre de chômeurs et réduction des aides accordées aux chômeurs.

## 5. RETRAITES

Coupes dans les retraites nominales du secteur public et privé tant que la crise perdure.

## 6. FAMILLES NOMBREUSES

Suppression de prestations.

## 7. EMPLOYES DU SECTEUR BANCAIRE

Coupes salariales, suppression de prestations.

## 8. SALARIES DU SECTEUR PRIVE

Licenciements massifs et réductions de salaires par le biais des conventions collectives.

En outre, le mémorandum prévoit de nombreuses autres mesures, qui menacent les revenus et les autres droits des salariés :

1. Pour la période de 2011 à 2015, le mémorandum prive la Grèce de 25 milliards d'euros suite à une réduction des dépenses dans les domaines de l'éducation, de la santé et d'autres programmes sociaux.
2. Rien que pour 2011, 14 milliards d'euros seront nécessaires pour le remboursement des intérêts de la dette publique.
3. Les mesures supplémentaires pour 2011 s'élèvent à 6 milliards d'euros au-delà des 14 milliards du budget, cités ci-dessus.
4. Les déficits publics devront passer 22 milliards d'euros en 2010 à 17 milliards d'euros fin 2011.

5. Il faudra encaisser 19 milliards d'euros, soit 8 % du PIB, sur une période de trois ans, de 2012 à 2014.
6. Le déficit devra passer à 1% du PIB jusqu'en 2015.
7. La nouvelle liste de salaires prévoit de nouvelles coupes salariales.
8. Les délais d'attente pour accéder d'un échelon salarial à l'échelon directement supérieur passent de 2 à 3, voire même 4 ans.
9. La T.V.A., les taxes à la consommation et les tarifs appliqués par les entreprises publiques vont augmenter.
10. Des milliers de salariés vont perdre leur emploi.
11. Les crédits d'impôt, l'épargne et les aides seront encore une fois réduites.

Toutes ces mesures ont entraîné une situation d'urgence telle que nous n'en avons encore jamais connu à ce jour.

En réaction aux prescriptions néo-libérales de la troïka, une nouvelle stratégie nationale de consolidation fiscale et de reconstruction financière et sociale pourrait être une solution viable pour sortir de la crise.

Les problèmes de la Grèce sont des problèmes nationaux, qui ne pourront être résolus que sur le plan national.

Nous avons besoin de nouveaux instruments politiques et de nouveaux outils efficaces.

Une politique d'interventions ciblées et efficaces pourrait permettre de limiter les coûts et de réduire les déficits occasionnés par la mauvaise gestion des finances publiques.

La critique, consistant à accuser la politique proposée d'être irréaliste, est motivée par des intérêts personnels. Il est certes exact que l'opinion publique en a assez d'entendre parler de la lutte contre la fraude fiscale et la corruption, de la modernisation des mécanismes étatiques etc. étant donné que ces promesses sont restées sans effet au cours de ces dernières décennies. Mais il est certain qu'un « nettoyage » général est maintenant indispensable.

Cela vaut également pour les potentiels de croissance « en stagnation » dont dispose la Grèce. S'il existait un plan de mise en valeur et d'évolution de ces potentiels, l'économie grecque pourrait sortir du cercle vicieux de la récession, dans lequel elle est enfermée par le mémorandum, pour revenir sur la voie de la croissance. Une telle politique en Grèce serait un signal fort sur le territoire grec et à l'étranger, prouvant que le gouvernement ne se contente pas de gérer la crise au jour le jour mais qu'il va mettre en place un nouveau modèle de croissance sain et productif.

LE PRESIDENT

LE VICE-PRESIDENT

LE SECRETAIRE

GIANNIS GRIVAS

THANASSIS DANILIS

GEORGE KOUSKOULIS



It is obvious that the political dilemma “Memorandum of default” is continuously shrinking. The period of the arrogant political assurances that the applied fiscal policy is the only solution to the crisis is now over. So did the period when those, who opposed to the austerity measures and warned about the impending recession, were faced with disavowal and sneer.

The results of this extreme austerity policy prove that the “recipe” of Troica and the Memorandum not only does it not guarantee the exit from the crisis but it enduringly sinks the economy into recession.

The recent mass demonstrations in Greece confirmed that, apart from the isolated protests of each offended professional group, a wide movement of total contestation is developed against the memorandum.

Unofficially but actually, the government has granted the competence of making fiscal policy to the loaners and it keeps only the application of policies that Troica is prescribing. Even the way of its handling the public opinion is “imported”. The blackmailing dilemmas of press “Memorandum of Default” that almost immobilized the Greek economy, are nothing more than the variant shock strategy, which I.M.F. has already applied to other countries.

There is no doubt that the collapsing political model of a wasteful, weathered and irrational State must be abolished and instead, a healthy and productive model of growth should be established. However, the government exploits the shock that society has sustained by the danger of default and with the guidance of Troica has imposed a so called “treatment” which worsens the situation instead of improving it and leads to financial and social disaster instead of getting the country back to a growth path.

What is particularly important is that Society and employees are called to face a storm of unprecedented taxes and other austerity measures.

When studying the Memorandum, you can see a lot of measures which mainly turn against employees and other social groups. To be more specific:

#### 1. PUBLIC SERVANTS

Significant cuts in nominal wages and allowances, reductions in tax credits, tax allowances, tax free threshold, special levies on income.

#### 2. PUBLIC SECTOR EMPLOYEES WITH FIXED TERM CONTRACTS

29.500 employees lost their job in 2010.

#### 3. EMPLOYEES OF STATE-OWNED ENTERPRISES

Cuts in wages and tax allowances, transfers of employees to other services.

#### 4. UNEMPLOYED

Increase of unemployment and curtailment of allowances.

#### 5. RETIRED PEOPLE

Cuts in nominal pensions in the public and private sector for as long as the crisis lasts.

#### 6. FAMILIES WITH MANY CHILDREN

Losses of benefits.

#### 7. BANK EMPLOYEES

Cuts in wages, losses of benefits.

#### 8. PRIVATE SECTOR EMPLOYEES

Massive dismissals and reduction in wages via operational contracts.

Furthermore, there are many other measures indicated in Memorandum, which burden the incomes and other rights of employees.:

1. The Memorandum deprives Greece of 25 billion Euro for the period 2011-2015, by reducing education, health and other social expenditures.
2. Only for the year 2011, 14 billion Euros are required for the reimbursement of debt.
3. The additional measures of 2011 amount to 6 billion euro beyond the aforementioned 14 billion of the Budget.
4. In the end of 2011, the public deficit must be reduced to 17 billion Euro from 22 billion in 2010.
5. 19 billion euro or 8% of GDP must be collected in the triennium 2012-2014.
6. The deficit must be reduced to 1% of GDP up to 2015.
7. The new payroll foresees new cuts in salaries.
8. The time of transition from the one wage-scale to another will be increased from 2 to 3 or 4 years.
9. VAT, excise duties and State-owned enterprises (DEKO) tariffs are increased.
10. Thousands of employees will lose their jobs.
11. Tax credits, allowances and benefits are reduced again.

All these measures have created an unprecedented situation of emergency.

In reply to the neo-liberalism prescription of Troica, a new national strategy of fiscal consolidation and financial and social reconstruction can ensure the exit of the crisis.

The problems of Greece have nationality, so do the solutions.

We need new political instruments, new and effective practices.

A policy of targeted and efficient interventions could save large amounts and reduce the deficit, which is due the mismanagement and the extravagance of public money.

The criticism that the proposed policy is unrealistic, hides selfishness. It is true that the public opinion is tired of hearing about the fight against tax evasion and corruption, the modernizing of State mechanisms etc., since those promises have stayed slogans for decades. However, the overall “tiding up” is now of vital importance.

The same applies to “stagnant” growth potentials of the Country. If there was a national plan of developing those potentials, the Greek economy could overpass the vicious cycle of recession, in which the Memorandum has trapped it, and go back to a growth path. Such a policy would send a message inside and outside Greece that the government not only does it manipulate the crises but also establishes a new, healthy and productive growth model.

THE PRESIDENT

THE VICE-PRESIDENT

THE SECRETARY

GIANNIS GRIVAS

THANASSIS DANILIS

GEORGE KOUSKOULIS

Es ist offensichtlich, dass das politische Dilemma "Verzugsmemorandum" kontinuierlich schrumpft. Die Zeit der arroganten politischen Versicherungen, dass die angewandte Steuerpolitik die einzige Lösung für die Krise sei, ist nun vorbei. Wie auch die Zeit, als sich diejenigen, die sich den Sparmaßnahmen widersetzen und vor der bevorstehenden Rezession warnten, Verleugnung und Hohn gegenüber sahen.

Die Ergebnisse dieser extremen Sparpolitik belegen, dass das „Rezept“ der Troika und das Memorandum nicht nur keinen Ausweg aus der Krise garantiert, sondern die Wirtschaft dauerhaft in der Rezession versinken lässt.

Die jüngsten Massendemonstrationen in Griechenland haben bestätigt, dass sich, abgesehen von den einzelnen Protesten jeder angegriffenen Berufsgruppe, eine breite Bewegung der übergreifenden Anfechtung gegen das Memorandum entwickelt hat.

Inoffiziell, jedoch eine Tatsache, hat die Regierung den Darlehensgebern die Zuständigkeit für die Ausübung der Finanzpolitik übergeben und betreibt nur noch die Politik, welche die Troika vorschreibt. Selbst die Art und Weise, wie mit der öffentlichen Meinung umgegangen wird, ist „importiert“. Das Erpressungsdilemma durch den Druck des „Verzugsmemorandums“, welches die griechische Wirtschaft nahezu bewegungsunfähig gemacht hat, ist nichts als die Variante der Schocktherapie, welche der IMF bereits bei anderen Staaten zur Anwendung gebracht hat.

Es besteht kein Zweifel, dass das in sich zusammenfallende politische Modell eines verschwenderischen, verwitterten und irrationalen Staates abgeschafft werden muss und stattdessen ein gesundes und produktives Wachstumsmodell etabliert werden sollte. Jedoch nutzt die Regierung den Schock, den die Gesellschaft durch den drohenden Verzug erlitten hat, aus und hat ihr auf Anweisung der Troika eine so-geannte „Behandlung“ auferlegt, welche die Situation verschlechtert, anstatt sie zu verbessern, und so zu einem finanziellen und sozialen Desaster führt, anstatt das Land wieder auf einen Wachstumspfad zu bringen.

Was besonders wichtig ist, ist dass die Gesellschaft und die Beschäftigten aufgerufen werden, sich einem Sturm nie dagewesener Steuern und anderer Sparmaßnahmen zu stellen.

Bei genauerer Betrachtung des Memorandums werden viele Maßnahmen ersichtlich, welche sich hauptsächlich gegen die Arbeitnehmer und andere soziale Gruppen richten. Die Maßnahmen im Einzelnen:

## 1. BEAMTE

Signifikante Einschnitte bei den Nominalgehältern und Zulagen, Reduzierungen bei Steuerkrediten, Steuerersparnissen, Steuerfreibeträgen, spezielle einkommensabhängige Abgaben.

## 2. ANGESTELLTE DES ÖFFENTLICHEN DIENSTES MIT BEFRISTETEN VERTRÄGEN

2010 haben 29.500 Beschäftigte ihren Job verloren.

## 3. BESCHÄFTIGTE VON FIRMEN DER ÖFFENTLICHEN HAND

Einschnitte bei Löhnen und Steuerersparnissen, Transfers von Beschäftigten zu anderen Dienstleistungen.

## 4. ARBEITSLOSE

Anstieg der Arbeitslosigkeit und Kürzung der Beihilfen.

## 5. RENTNER

Einschnitte bei den Nominalrenten im öffentlichen und privaten Sektor solange die Krise andauert.

## 6. FAMILIEN MIT VIELEN KINDERN

Verlust von Leistungen.

## 7. BANKANGESTELLTE

Einschnitte bei Löhnen, Verlust von Leistungen.

## 8. BESCHÄFTIGTE IM PRIVATEN SEKTOR

Massive Entlassungen und Lohnkürzungen über Betriebsverträge.

Ferner sind im Memorandum viele weitere Maßnahmen angezeigt, welche die Einkommen und andere Rechte der Beschäftigten belasten:

1. Das Memorandum entzieht Griechenland für den Zeitraum von 2011-2015 25 Milliarden Euro durch eine Verringerung der Ausgaben für Bildung, Gesundheit und andere soziale Belange.
2. Allein für das Jahr 2011 sind 14 Milliarden Euro für die Rückzahlung von Schulden erforderlich.
3. Die zusätzlichen Maßnahmen für 2011 belaufen sich auf 6 Milliarden Euro über die zuvor genannten 14 Milliarden des Budgets hinaus.
4. Ende 2011 muss das öffentliche Defizit von 22 Milliarden Euro 2010 auf 17 Milliarden Euro verringert sein.

5. 19 Milliarden Euro, oder 8 % des BIP, müssen über den Dreijahreszeitraum 2012-2014 eingenommen werden.
6. Das Defizit muss bis 2015 auf 1 % des BIP reduziert werden.
7. Die neue Gehaltsliste sieht neue Einschnitte bei den Gehältern vor.
8. Die Zeit des Übergangs von einer Lohnskala zu einer anderen wird von 2 auf 3 oder 4 Jahre erhöht.
9. Die Tarife der MwSt., Verbrauchssteuern und staatseigener Unternehmen (DEKO) werden erhöht.
10. Tausende Beschäftigte werden ihren Job verlieren.
11. Steuerkredite, Ersparnisse und Beihilfen werden nochmals verringert.

All diese Maßnahmen haben zu einer nie dagewesenen Notfallsituation geführt.

Als Reaktion auf die Neoliberalismus-Vorschrift der Troika kann eine neue nationale Strategie der Steuerkonsolidierung und finanziellen und sozialen Rekonstruktion den Ausweg aus der Krise sicherstellen.

Die Probleme von Griechenland, wie auch deren Lösungen, haben Nationalität.

Wir brauchen neue politische Instrumente, neue und effektive Praktiken.

Eine Politik gezielter und wirksamer Interventionen könnte große Beträge retten und das Defizit verringern, welches aufgrund von Missmanagement und Extravaganz der öffentlichen Gelder entstanden ist.

Die Kritik, dass die vorgeschlagene Politik unrealistisch sei, verbirgt Eigennutz. Es ist wahr, dass es die öffentliche Meinung leid ist, über den Kampf gegen Steuerhinterziehung und Korruption, die Modernisierung von Staatsmechanismen usw. zu hören, da diese Versprechen seit Jahrzehnten Wahlsprüche geblieben sind. Jedoch ist das allgemeine „Aufräumen“ nun von entscheidender Bedeutung.

Das Gleiche gilt für „stagnierende“ Wachstumspotentiale des Landes. Wenn es einen nationalen Plan zur Entwicklung dieser Potentiale gäbe, könnte die griechische Wirtschaft dem Teufelskreis der Rezession entkommen, in dem es durch das Memorandum gefangen ist, und zu einem Wachstumspfad zurückkehren. Eine derartige Politik würde in Griechenland ein Signal nach innen und außen senden, dass die Regierung nicht nur die Krise manipuliert, sondern auch ein neues, gesundes und produktives Wachstumsmodell etabliert.

DER PRÄSIDENT

DER VIZEPRÄSIDENT

DER SEKRETÄR

GIANNIS GRIVAS

THANASSIS DANILIS

GEORGE KOUSKOULIS